

## Economie

Perspectives économiques, analyses et projections

Etudes économiques par pays

Questions monétaires et financières

Finances publiques et politique budgétaire

Productivité et croissance à long terme

Réforme réglementaire et politique de la concurrence

Marché du travail, capital humain et inégalités

Politiques économiques pour la croissance verte

# La France doit faire davantage pour stimuler sa compétitivité et créer des emplois

19/03/2013 - La France été épargnée par les effets les plus graves de la crise économique mondiale et des turbulences de la zone euro, mais doit désormais prendre des mesures pour stimuler sa compétitivité et créer des emplois, selon la dernière [Étude économique de l'OCDE consacrée à la France](#).

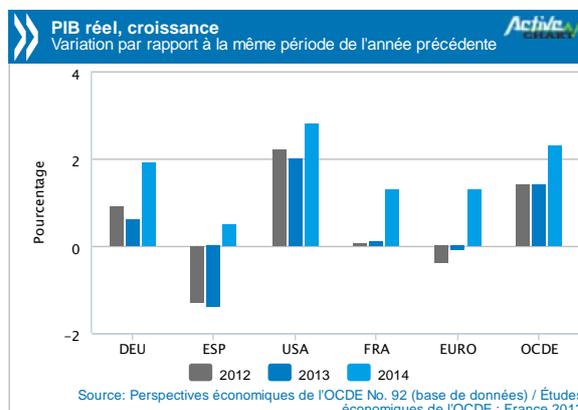
[Envoyer](#) [Imprimer](#) [Twitter](#)

Cette Étude, présentée à Paris par le **Secrétaire général de l'OCDE, M. Angel Gurría, au ministre français de l'Économie et des Finances, M. Pierre Moscovici**, appelle la France à s'attaquer aux goulots d'étranglement persistants qui ont limité sa croissance économique et maintenu le chômage à un niveau élevé ces dernières décennies. « L'économie française possède de très nombreux atouts et un potentiel considérable, mais une réglementation excessive et une fiscalité élevée érodent progressivement sa compétitivité », a déclaré M.Gurría ([Lire le discours intégral](#)).

« À l'heure actuelle, la France a une occasion unique de mettre en œuvre une stratégie vigoureuse et ambitieuse de réformes qui restaurera ses finances publiques, créera des emplois et stimulera la compétitivité de ses entreprises. Une économie française plus productive et plus compétitive n'est pas seulement un but national, c'est aussi un élément important d'une Europe plus forte », a ajouté M. Gurría.

Tout en félicitant le gouvernement français pour les avancées importantes réalisées au cours des derniers mois, l'OCDE met en évidence plusieurs domaines d'action prioritaires :

**Consolider le taux de croissance potentielle de l'économie.** Une réduction des dépenses publiques s'impose pour diminuer le déficit budgétaire et permettre la baisse des prélèvements sur le travail et les entreprises – une composante essentielle des futurs programmes en faveur de la compétitivité. Des réformes du marché du travail – notamment une nouvelle définition du licenciement économique, la simplification des procédures de licenciement et l'amélioration de l'efficacité de la formation professionnelle et des services d'accompagnement vers l'emploi – sont indispensables pour stimuler la création d'emplois. Dans ce sens, la récente convention collective avec les partenaires sociaux est opportune. Le renforcement de la concurrence dans le secteur des services et la rationalisation des politiques du logement seront essentiels pour augmenter le pouvoir d'achat, créer des emplois et améliorer la compétitivité.



**Une réforme du système de prélèvements et de transferts est essentielle.** La taille, la complexité et l'instabilité du système de prélèvements et de transferts pèsent sur l'économie et nécessitent une simplification profonde. La fiscalité de l'épargne est très variable d'une catégorie d'actifs à l'autre. Les bases d'imposition sont étroites, notamment pour la TVA. Une réforme de l'indemnisation du chômage contribuerait à réaliser des économies et à stimuler l'emploi.

**Le maintien du rythme d'amélioration des finances publiques est nécessaire.** Les efforts de réduction du déficit structurel doivent se poursuivre comme prévu. Les dépenses publiques sont très élevées en pourcentage du PIB et doivent être progressivement réduites afin d'alléger les prélèvements à moyen terme.

**Les difficultés auxquelles sont confrontés les jeunes imposent d'entreprendre des réformes de grande ampleur.** Remplacer les nombreux programmes existants de soutien au revenu par une extension du revenu minimum aux jeunes adultes permettrait de réduire l'intensité de la pauvreté qui les touche, mais cette évolution doit s'accompagner d'une obligation plus stricte de se former, de rechercher un emploi et d'accepter les offres qui leur sont proposées. Le niveau élevé du salaire minimum français évince les jeunes les moins qualifiés du marché du travail. La transition de l'école vers l'emploi est révélatrice des faiblesses sur le marché du travail, mais aussi d'un système éducatif insatisfaisant, d'une mauvaise répartition des ressources qui contribue à l'abandon scolaire et d'un système d'enseignement supérieur encore trop fragmenté et étroitement contrôlé.



Pour en savoir plus sur l'Étude économique de la France, veuillez cliquer sur le lien suivant <http://www.oecd.org/fr/eco/etudes/france-2013.htm>. Vous êtes invités à faire figurer ce lien dans vos publications.

Les journalistes souhaitant obtenir de plus amples renseignements sont invités à contacter la Division des médias de l'OCDE : [news.contact@OCDE.org](mailto:news.contact@OCDE.org), +33 1 45 24 97 00.